

103197-2026 - Licitación

Francia – Servicios de telecomunicaciones – Services de télécommunication

OJ S 30/2026 12/02/2026

Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Servicios

1. Comprador

1.1. Comprador

Denominación oficial: Ville d'Issy-les-Moulineaux

Correo electrónico: anne.cario@seineouest.fr

Naturaleza jurídica del comprador: Autoridad local

Actividad del poder adjudicador: Servicios públicos generales

2. Procedimiento

2.1. Procedimiento

Título: Services de télécommunication

Descripción: Services de télécommunication

Identificador del procedimiento: c1cbf4ab-f63b-4f76-96f3-c5c74ed7cbd9

Identificador interno: 2500051

Tipo de procedimiento: Abierto

El procedimiento está acelerado: no

2.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 64200000 Servicios de telecomunicaciones

2.1.2. Lugar de ejecución

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

Información complementaria: Consultation des entreprises (DCE) est retiré sur la plateforme Maximilien <https://marches.maximilien.fr>. Le téléchargement est gratuit. La Ville impose que les offres soient déposées par voie électronique en passant par <https://marches.maximilien.fr> en application de l'article R21327 du CCP. Afin de simplifier les démarches des candidats, les offres déposées sur la plateforme Maximilien n'auront pas à être signées électroniquement. Par la seule remise de son offre, le candidat confirme son intention de soumissionner à l'attribution du marché. Ainsi, s'il est désigné attributaire, il s'engage à signer l'ensemble des pièces contractuelles du marché et à les remettre sous format papier à la Ville. Toute demande de renseignements d'ordre administratif ou technique ne peut se faire que par écrit, via la plateforme de dématérialisation <https://marches.maximilien.fr>. Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sollicités en temps utile par les candidats seront communiqués, via la plateforme, à tous les candidats ayant retiré un dossier et qui se sont fait connaître. Délai de validité des offres : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres. Conditions de participation : La forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans le contrat et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations

contractuelles à l'égard de la personne publique. La personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements. La composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché public. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire, ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation. Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation : Français. Le budget de la Ville financera les dépenses afférentes au marché. La Ville ne percevra pas de subventions pour le financement de la prestation, objet du marché. Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux articles L.2120-1-3, L2124-2 et R.2124-2-1 et suivants du CCP. Il est précisé qu'il sera fait application des dispositions de l'article R.2122-2-1 du Code de la commande publique relatif à la passation d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, si aucune candidature ou offre n'est présentée, si seules des candidatures irrecevables ou des offres inappropriées, au sens des articles R.2144-7 et L.2152-4, sont présentées. Le marché est un accord-cadre mono attributaire de Services à bons de commande, traité à prix unitaires en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4-2 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du CCP. Le marché est alloti au sens des articles L.2113-10 et R.2113-1 du CCP et comprend deux lots : Lot 1 téléphonie fixe et mobile avec fourniture des téléphones - Sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 110 000 € HT. Lot 2 Accès Internet haut débit et Téléphonie analogique - Sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 170 000€ HT. Le marché n'est pas un marché à tranches. Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et les prestations débiteront à compter du 24 août 2026 pour le lot n°1 et du 24 novembre 2026 pour le lot n°2 pour une durée d'un an renouvelable trois fois par reconduction tacite, soit une durée maximale de quatre ans. Les prestations débiteront le 24 août 2026 pour le lot n°1 et le 24 novembre 2026 pour le lot n°2 mais dès la notification du marché, la migration/transférabilité en cas de changement de titulaire sera entreprise, la mise en service des services de télécommunication devant être effective entre 4 semaines et 2 semaines calendaires avant l'échéance du 24 août 2026 pour le lot n°1 et du 24 novembre 2026 pour le lot n°2. Pas de visite prévue. Pas de négociations. Critères de sélection des offres 1/Critère 1 Prix au vu du DQE Il est précisé que le D.Q.E. n'est pas contractuel et n'engage donc pas les candidats. Il ne sert qu'à l'analyse du prix. En conséquence, afin d'avoir une analyse du prix du DQE juste et reflétant bien la réalité de l'offre de prix, si la ville détecte des erreurs dans le DQE d'un candidat (report de prix du BPU erroné, erreur de calcul quantité/prix, etc.), elle fera les rectifications d'autorité. 50 points 2 /Critère 2 Modalités d'application de la Garantie du Temps de Rétablissement dans l'offre standard (et non dans les prestations en plus prévues au catalogue) 15 points 3/Critère 3 Qualité et étendue de l'extranet de gestion des demandes, de déclaration et de suivi des incidents 15 points 4/Critère 4 Qualité, réactivité et étendue de l'assistance téléphonique 10 points 5/Critère 5 Nombre et qualité des services de gestion inclus dans l'offre standard faite à la Ville (et non dans les prestations en plus prévues au catalogue) tels que facturation détaillée, accès à un extranet de gestion et de suivi des consommations 10 points

2.1.4. Información general

Información complementaria: Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Etablissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest. Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Etablissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest. Organisation qui reçoit les demandes de participation: Etablissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest. Organisation qui traite les offres: Etablissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest. Les critères de sélection des candidatures : • Adéquation des capacités professionnelles à l'objet du marché : moyens matériels et humains (sur les 3 dernières années) ; • Adéquation des capacités techniques à l'objet du marché : références, qualifications techniques (sur les 3 dernières années) ; • Adéquation des capacités financières à l'objet du marché : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les 3 dernières années). Référence à la nomenclature européenne (CPV – vocabulaire commun pour les marchés publics) : Objet principal : 64200000-8 Services de télécommunications Objets secondaires : Lot n°1 : 64215000-6 - Services de téléphonie IP 64212000-5 - Services de téléphonie mobile Lot n°2 : 64210000-1 - Services de téléphonie et de transmission de données

Base jurídica:

Directiva 2014/24/UE

2.1.5. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Número máximo de lotes a los que un licitador puede presentar ofertas: 2

Condiciones del contrato:

Número máximo de lotes por los que se pueden adjudicar contratos a un solo licitador: 2

2.1.6. Motivos de exclusión

Fuentes de los motivos de exclusión: Documento europeo único de contratación (DEUC)

5. Lote

5.1. Lote: LOT-0001

Título: Téléphonie fixe et mobile avec fourniture des téléphones

Descripción: Téléphonie fixe et mobile avec fourniture des téléphones

Identificador interno: 1

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 64200000 Servicios de telecomunicaciones

5.1.2. Lugar de ejecución

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

5.1.3. Duración estimada

Fecha de inicio: 24/08/2026

Fecha de finalización de la duración: 23/08/2030

5.1.4. Renovación

Número máximo de renovaciones: 3

5.1.6. Información general

Se trata de una contratación recurrente

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Esta contratación también es adecuada para las pequeñas y medianas empresas (pymes): sí

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Documento europeo único de contratación (DEUC)

5.1.11. Pliegos de contratación

Dirección de los pliegos de contratación: <https://marches.maximilien.fr/entreprise/consultation/928574?orgAcronyme=o3m>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <https://marches.maximilien.fr/entreprise/consultation/928574?orgAcronyme=o3m>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Variantes: No autorizada

Plazo de recepción de ofertas: 16/04/2026 17:00:00 (UTC+01:00) Hora de Europa Central, hora de verano de Europa Occidental

Duración durante la cual la oferta debe permanecer válida: 5 Meses

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Facturación electrónica: Obligatoria

Se utilizarán pedidos electrónicos: no

Se utilizará el pago electrónico: no

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Ningún acuerdo marco

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización encargada de los procedimientos de recurso: Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

Información sobre los plazos de revisión: voir documents de la consultation. Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, Informations relatives aux délais de recours: Précisions concernant les délais d'introduction de recours : La procédure du référé pré contractuel prévue à l'article L. 5511 du code de justice administrative peut être mise en oeuvre avant la signature du marché. La procédure du référé contractuel prévue aux articles L. 55113 à L. 55123 du code de justice administrative ne peut être mise en oeuvre que si l'avis ex ante volontaire prévu à l'article R. 21836 du code de la commande publique n'a été publié au JOUE et/ou que le pouvoir adjudicateur n'a pas observé les délais prévus à l'article L. 55115 du code de justice administrative à compter de cette publication. Un recours contre le contrat signé peut être introduit dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (article L. 5211 du code de justice administrative). Le recours de plein contentieux contre le contrat signé qui doit être introduit dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (article L. 5211 du

code de justice administrative). Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours. Le tribunal administratif peut être saisi via la plateforme informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours : Greffe du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, 24, boulevard de l'Hautil BP 30322, F 95027 Cergy Pontoise, Tél : +33 130173400, courriel : Greffe.tacergyponoise@juradm.fr Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Administratif de Cergy Pontoise.

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación: Ville d'Issy-les-Moulineaux

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación: Ville d'Issy-les-Moulineaux

Organización que recibe solicitudes de participación: Ville d'Issy-les-Moulineaux

Organización que tramita ofertas: Ville d'Issy-les-Moulineaux

5.1. Lote: LOT-0002

Título: Accès Internet haut débit et Téléphonie analogique

Descripción: Accès Internet haut débit et Téléphonie analogique

Identificador interno: 2

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 64200000 Servicios de telecomunicaciones

5.1.2. Lugar de ejecución

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

5.1.3. Duración estimada

Fecha de inicio: 24/11/2026

Fecha de finalización de la duración: 23/11/2030

5.1.4. Renovación

Número máximo de renovaciones: 3

5.1.6. Información general

Se trata de una contratación recurrente

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Esta contratación también es adecuada para las pequeñas y medianas empresas (pymes): sí

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Documento europeo único de contratación (DEUC)

5.1.11. Pliegos de contratación

Dirección de los pliegos de contratación: <https://marches.maximilien.fr/entreprise/consultation/928574?orgAcronyme=o3m>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <https://marches.maximilien.fr/entreprise/consultation/928574?orgAcronyme=o3m>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Variantes: No autorizada

Plazo de recepción de ofertas: 16/04/2026 17:00:00 (UTC+01:00) Hora de Europa Central, hora de verano de Europa Occidental

Duración durante la cual la oferta debe permanecer válida: 5 Meses

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Facturación electrónica: Obligatoria

Se utilizarán pedidos electrónicos: no

Se utilizará el pago electrónico: no

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Ningún acuerdo marco

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización encargada de los procedimientos de recurso: Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

Información sobre los plazos de revisión: voir documents de la consultation. voir documents de la consultation. Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, Informations relatives aux délais de recours: Précisions concernant les délais d'introduction de recours : La procédure du référé pré contractuel prévue à l'article L. 5511 du code de justice administrative peut être mise en oeuvre avant la signature du marché. La procédure du référé contractuel prévue aux articles L. 55113 à L. 55123 du code de justice administrative ne peut être mise en oeuvre que si l'avis ex ante volontaire prévu à l'article R. 21836 du code de la commande publique n'a été publié au JOUE et/ou que le pouvoir adjudicateur n'a pas observé les délais prévus à l'article L. 55115 du code de justice administrative à compter de cette publication. Un recours contre le contrat signé peut être introduit dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (article L. 5211 du code de justice administrative). Le recours de plein contentieux contre le contrat signé qui doit être introduit dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (article L. 5211 du code de justice administrative). Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours. Le tribunal administratif peut être saisi via la plateforme informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours : Greffe du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, 24, boulevard de l'Hautil BP 30322, F 95027 Cergy Pontoise, Tél : +33 130173400, courriel : Greffe.tacergypontoise@juradm.fr Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Administratif de Cergy Pontoise.

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación: Ville d'Issy-les-Moulineaux

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación: Ville d'Issy-les-Moulineaux

Organización que recibe solicitudes de participación: Ville d'Issy-les-Moulineaux

8. Organizaciones

8.1. ORG-0001

Denominación oficial: Ville d'Issy-les-Moulineaux

Número de registro: 21920040900015

Dirección postal: 62, rue du Général Leclerc

Localidad: Issy-les-Moulineaux.

Código postal: 92130

Subdivisión del país (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

País: Francia

Punto de contacto: anne CARIO

Correo electrónico: anne.cario@seineouest.fr

Teléfono: +33 146292958

Dirección de internet: <https://marches.maximilien.fr>

Funciones de esta organización:

Comprador

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación

Organización que recibe solicitudes de participación

Organización que tramita ofertas

8.1. ORG-0002

Denominación oficial: Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

Número de registro: 17950702500015

Dirección postal: 2-4, boulevard de l'Hautil BP 30322

Localidad: Cergy-Pontoise

Código postal: 95027

Subdivisión del país (NUTS): Val-d'Oise (FR108)

País: Francia

Dirección de internet: <https://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

Funciones de esta organización:

Organización encargada de los procedimientos de recurso

Información del anuncio

Identificador/versión del anuncio: 881190a7-6e75-48cb-afdb-694c272854cb - 01

Tipo de formulario: Licitación

Tipo de anuncio: Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Subtipo de anuncio: 16

Fecha de envío del anuncio: 11/02/2026 08:36:40 (UTC+01:00) Hora de Europa Central, hora de verano de Europa Occidental

Lenguas en las que este anuncio está disponible oficialmente: francés

Número de publicación del anuncio: 103197-2026

Número de la edición del DO S: 30/2026

Fecha de publicación: 12/02/2026